

Pour un gouvernement ouvrier et paysan

(Suite de la première page)

lées, peuvent ressurgir et jeter bas l'union autour du cabinet Gaillard. En tout état de cause, elles affaiblissent au plus haut point le gouvernement et limitent ses possibilités d'action. La seule grève des fonctionnaires met en avant des revendications dont la prise en considération remettrait en question tous les échafaudages de Gaillard.

Mais c'est sur le front algérien que la bourgeoisie française connaît ses plus grandes difficultés. Au moment où la lutte armée s'étend en ampleur, gagne les zones sahariennes, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne livrent des armes à la Tunisie, contre la volonté de la France. Les deux alliés les plus proches du capitalisme français apportent un appui militaire à Bourguiba, qui n'a jamais caché l'aide qu'il fournit au F.L.N., ni le désir qu'il a de voir l'Algérie indépendante! Le gouvernement français a quelque raison de crier au coup de poignard dans le dos. Car si la fourniture de quelques caisses de fusils n'a qu'une portée pratique restreinte, elle a la valeur symbolique d'une condamnation formelle de la politique française en Algérie. Elle annonce pour l'avenir des pressions accrues en faveur d'un règlement de la guerre entreprise. Rien de plus significatif que la position exprimée par Gaitskell, le chef du Labour Party anglais. Ce « socialiste » sait que dans quelques mois il deviendra peut-être premier ministre; et il a grand soin de mesurer toutes ses paroles en fonction de cette éventualité. Pourtant, il n'a pas hésité à se prononcer pour l'indépendance algérienne.

Ce n'est certes pas par libéralisme que les Etats-Unis et l'Angleterre adoptent une telle attitude. L'un comme l'autre veulent seulement faire disparaître de la carte ce foyer d'infection révolutionnaire qu'est l'Algérie. Ils ne peuvent, au moment où ils centrent leurs efforts sur la réorganisation de l'O.T.A.N. contre l'Union Soviétique, s'aliéner définitivement tout le bloc arabe, solidaire de l'Algérie. Et avec leur décision s'écroule un pan supplémentaire du mur de soutien du gouvernement. Gaillard est arrivé au pouvoir parce qu'aucun parlementaire bourgeois ne pouvait apporter de solution, ni dans le sens d'une victoire militaire, ni dans celui d'un règlement quelconque. Le nouveau président du Conseil avait pour tâche d'essayer d'assurer l'appui américain à la politique et aux perspectives françaises, pour l'exploitation de l'Afrique, pour le rétablissement du commerce extérieur. Nous sommes loin maintenant d'un semblable résultat.

Cette condamnation prononcée par ceux qu'il devait séduire accentue les contradictions auxquelles est soumis Gaillard. Un sursis est possible pour lui, qui lui permettra de se tirer de l'épreuve de l'O.N.U. Mais le problème algérien reste posé. L'attitude anglo-saxonne renforcera sans nul doute les voix des bourgeois qui se prononcent en faveur de la fin de la guerre. Mais les possibilités de règlement sont des plus restreintes: personne n'est, en France, capable d'imposer cette solution. Personne surtout n'est à même de trouver en Algérie des « interlocuteurs valables » autres que les dirigeants de la lutte armée. Pour ces raisons, il est difficile d'attendre une évolution dans cette direction, tant qu'une modification profonde n'aura pas été apportée à la situation actuelle, politique, militaire et diplomatique.

Et la seule réalité qui subsiste, c'est l'accentuation de la crise, de la précarité des actions gouvernementales, des divisions de la bourgeoisie. Et au terme de tout cela, seuls sortent renforcés les réactionnaires de tout poil qui, au nom de la « stabilité nécessaire », veulent instaurer un gouvernement fort.

Le danger existe; et il est d'autant plus grand que la classe ouvrière ne joue aucun rôle direct dans la crise politique que traverse la France. A cause de la carence inouïe des partis socialiste et communiste, les travailleurs, en pleine lutte revendicative, n'ont qu'une efficacité politique restreinte.

Le Parti Socialiste continue sereinement sa campagne de soutien de la bourgeoisie. Guy Mollet est un des principaux soutiens du gouvernement et la campagne de propagande qu'il fait dans le pays est axée sur les thèmes les plus droitiers.

Le Parti Communiste, lui, vient de faire la démonstration de ce que signifierait « le compromis à gauche » qu'il propose aux partis « républicains ». La livraison d'armes américaines à la Tunisie ne lui a suggéré aucune conclusion sur la force croissante de la révolution coloniale, ni sur la nécessité d'utiliser la crise impérialiste ainsi révélée pour une offensive ouvrière. Non! L'Humanité a crié bien haut après la perfidie américaine, ajoutant seulement, pour se différencier de la presse nationaliste, qu'il fallait finir la guerre pour préserver ce qu'il était possible de sauver le fait d'intérêts français en Algérie! Aucune perspective de lutte, rien que des louvoisements entre groupes de la bourgeoisie. Comment s'étonner alors que l'initiative politique de la classe ouvrière soit réduite à peu de chose?

Il faut que tous les militants d'avant-garde comprennent l'étendue des responsabilités des dirigeants communistes et socialistes. Aucune solution progressive ne sera apportée à la situation française tant que M. Thorez et G. Mollet pourront impunément continuer leur politique d'abandon per-

L'impérialisme et la « coexistence pacifique »

Suite de la première page

une simple « récession ». Restent cependant les dangers d'une inflation qui deviendrait cette fois incontrôlable.

Mais ce sont là les contradictions inhérentes à la nature de l'impérialisme. Ce que ce dernier gagne temporairement dans un domaine, il le perd dans un autre, tout en approfondissant sa crise chronique et en préparant des explosions ultérieures plus grandes.

Du reste, le « resserrement » même de l'alliance atlantique qu'on prône comme une nécessité maintenant primordiale ne va pas du tout sans faire surgir, là également, les profondes contradictions de l'impérialisme. L'affaire de la fourniture des armes américaines et anglaises à la Tunisie le démontre. Après les succès remportés par l'U.R.S.S. en Egypte et en Syrie, et devant l'ébranlement du régime pro-américain du roi Hussein en Jordanie, Washington et Londres sont à nouveau affolés.

La révolution arabe avance et menace de franchir une étape décisive: la nationalisation des pétroles du Moyen-Orient, en commençant par leur gestion avec la bourgeoisie nationale de ces pays. D'autre part, l'extension d'accords économiques analogues à celui conclu récemment entre la Syrie et l'U.R.S.S. risque d'incorporer économiquement ces pays dans l'orbite soviétique. On serait devant une véritable expropriation des positions de l'impérialisme dans cette région vitale.

Le seul espoir de Washington et de Londres, c'est la nature de classe de la bourgeoisie arabe qui pourrait s'effrayer de trop s'engager

avec l'U.R.S.S. et l'inciter même à faire marche arrière. A condition que l'impérialisme respecte son indépendance nationale et l'aide économiquement de manière efficace.

Washington et Londres s'efforcent maintenant désespérément d'endiguer par tous les moyens les flots montants de la révolution arabe. Ils sont prêts à beaucoup de concessions, y compris envers la Syrie et l'Egypte. D'autre part, dans le pire des cas, ils voudraient préserver au moins l'Afrique du Nord d'une contamination à la syrienne. Ils comptent pour cela sur des hommes comme Bourguiba et Mohammed V.

Mais, voilà, la continuation de la guerre en Algérie par la France compromet gravement de telles chances. D'où leur décision d'armer eux-mêmes la Tunisie et d'exercer par ce moyen également une pression sur le gouvernement français pour qu'il négocie avec la révolution algérienne. Là-dessus, Paris — pour le moment — se fâche et menace de saboter la réunion de décembre de l'alliance atlantique; il est particulièrement amer contre Londres, qu'il accuse d'agir ainsi pour torpiller le « marché commun ». Quel panier de crabes!

Il est cependant certain que la nécessité pour l'impérialisme de préserver et de renforcer cette alliance aura définitivement le dessus sur toute autre considération, et que l'France impérialiste sera amenée tôt ou tard à composer sur la question algérienne.

Seule la lutte conséquente des masses pour le renversement du capitalisme est capable de ruiner les plans des impérialistes et de hâter leur fin.

Que l'avant-garde prolétarienne ne l'oublie pas un seul instant!

manent. Le problème de l'heure est de battre en brèche l'orientation traîtresse de la direction S.F.I.O. comme de celle du P.C.F.

Cette lutte, qui doit se mener sous toutes les formes, dans toutes les organisations, doit être axée sur les mots d'ordre qu'impose le déroulement des combats ouvriers:

— Pour une lutte d'ensemble de la classe ouvrière. Vers la grève générale pour les salaires.

Après le secteur privé, les fonctionnaires ont fait grève le 19 novembre. Mouvement remarquable par l'unité qu'il a suscitée, l'ampleur qu'il a atteinte. Comme après le 25 octobre, avec plus de force encore, la question est posée: quelle étape suivra celle des journées d'action, sinon la grève générale de l'ensemble des corporations?

— Pour une offensive ouvrière contre la sale guerre d'Algérie.

La situation française est entièrement déterminée par l'évolution de la guerre d'Algérie. Il faut montrer sans cesse la liaison nécessaire entre les luttes revendicatives et la lutte contre la guerre. Le P.C.F. le fait — du bout des lèvres; et sa propagande n'a aucune portée, car toute son activité pratique est centrée sur les manœuvres parlementaires. Seule peut être efficace, en dernière analyse, une campagne tendant à promouvoir une action directe du peuple de France pour la fin de la guerre.

Autour de ces deux thèmes essentiels, viennent s'axer toutes les revendications économiques et politiques qui découlent des conditions existantes. Sur cette plateforme peut se réaliser dans la lutte l'unité ouvrière. Dans la grève générale, dans la bataille contre la sale guerre, les travailleurs formeront leurs propres organismes de combat, garantie de l'efficacité des luttes entreprises.

Dès les premiers pas d'une telle lutte, l'affrontement entre la bourgeoisie et le prolétariat connaîtra une tension maximum. Le problème sera posé de qui va gouverner pour imposer sa solution à la crise. Les organisations traditionnelles, Parti Communiste, Parti Socialiste, syndicats aussi, seront, aux yeux de la classe ouvrière, posés devant leur responsabilité: ou bien lutter pour un gouvernement nouveau, anti-capitaliste, pour un gouvernement de front unique prolétarien; ou bien voir leur carence et leur trahison comprises par les travailleuses dans leur majorité.

Les mots d'ordre exposés ici correspondent aux nécessités de l'heure. Lutter pour qu'ils se répandent dans la classe ouvrière, c'est aider, malgré les très réelles difficultés de l'heure, à la prise de conscience révolutionnaire des travailleurs.